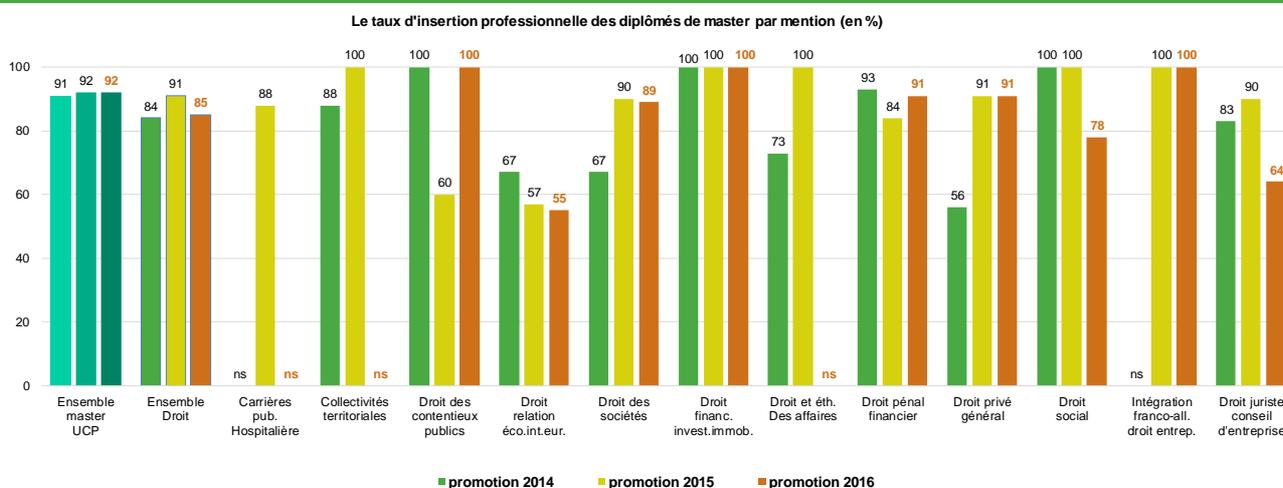


Composante : Droit

L'insertion professionnelle des diplômés de master

Promotion 2016

Une insertion professionnelle qui s'améliore



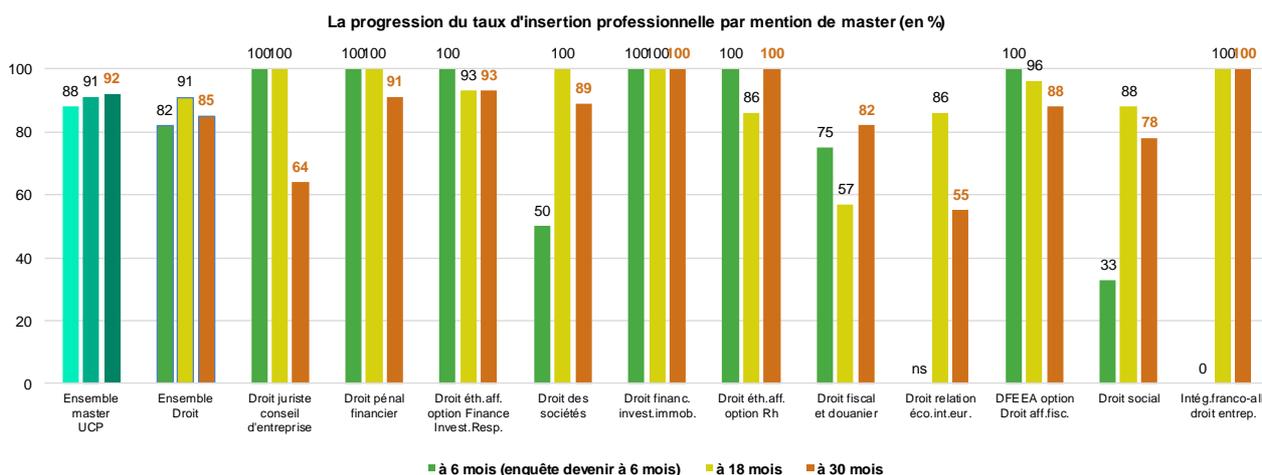
Source : OVE - Enquête insertion professionnelle 2018 des diplômés 2016 de l'UCP

Le taux d'insertion* rapporte le nombre de diplômés en emploi au nombre de diplômés en activité, c'est-à-dire en emploi ou en recherche d'emploi (population active). Il est le complément du taux de chômage.

Lecture : 30 mois après l'obtention de leur master Droit à l'UCP en 2018, 85 % des diplômés entrés dans la vie active sont en emploi.

« ns » : résultats non significatif ou non disponible.

Une insertion professionnelle progressive



Source : OVE - Enquête insertion professionnelle 2018 des diplômés 2016 de l'UCP

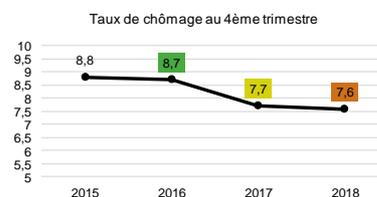
En Droit, le taux d'insertion professionnelle est passé de 82 % à 6 mois, à 85 % à 30 mois.

L'insertion professionnelle est un processus qui évolue dans les premières années d'entrée dans la vie active. Par la suite, la situation en emploi se stabilise durablement.

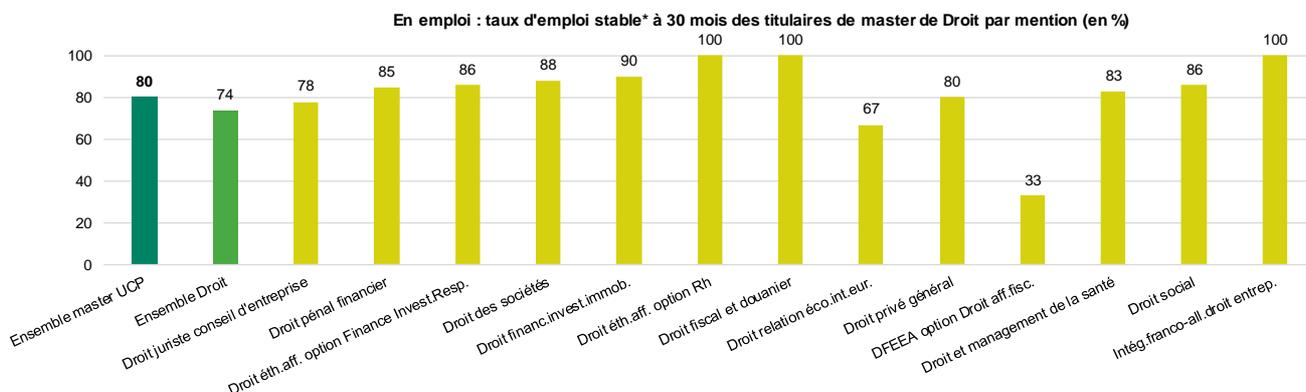
Lecture : 18 mois après l'obtention de leur master Droit à l'UCP en 2016, 91 % des diplômés entrés dans la vie active sont en emploi.

La conjoncture joue favorablement. Au 4^{ème} trimestre 2018, le **taux de chômage** est **légèrement en baisse** en **Ile-de-France** (à 7,6 % contre 7,7 % en 2017 et 8,7 % en 2016) et parmi les jeunes de 15-24 ans (18,8 % contre 21,4 % en 2017).

Insee, 2019, taux de chômage au sens du BIT



74 % d'emploi stable, mais une grande variabilité selon la mention



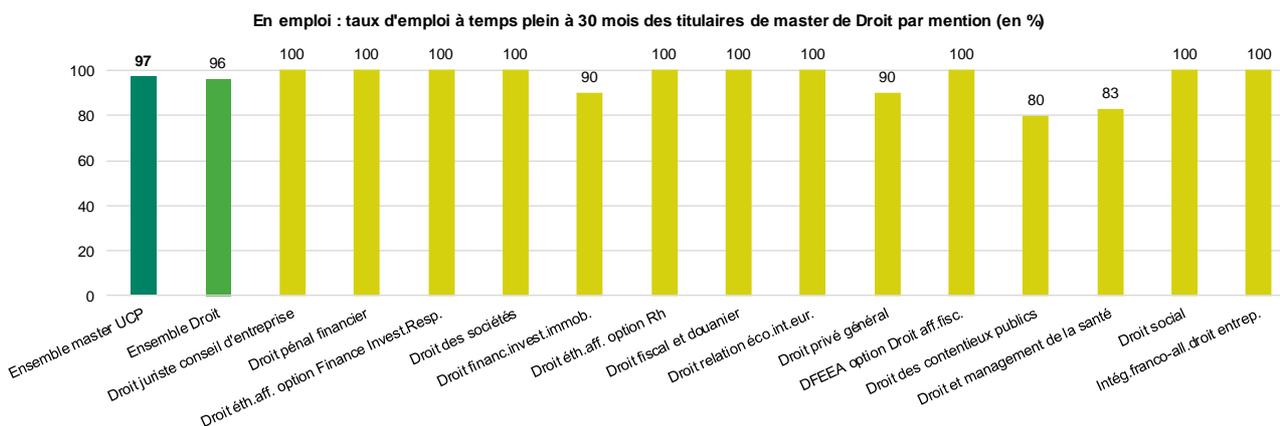
Source : OVE - Enquête insertion professionnelle 2018 des diplômés 2016 de l'UCP

L'emploi stable regroupe les contrats en CDI, les fonctionnaires ou travailleurs et travailleuses indépendantes.

Si un tiers des diplômés en emploi de la mention « Droit des contentieux publics » ou « droit franco-allemand » sont en emploi stable, ce taux atteint 100 % pour la mention de « carrières publiques et hospitalières ».

Lecture : 30 mois après l'obtention de leur master en 2016, **74 % des diplômés en emploi occupent un emploi stable.**

Le temps plein est la norme pour 96 % des emplois

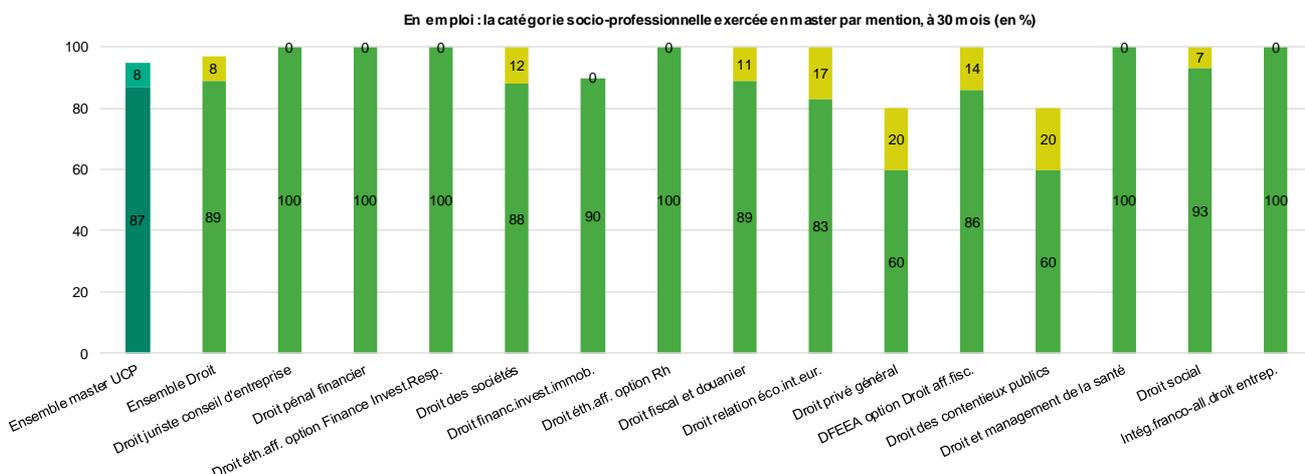


Source : OVE - Enquête insertion professionnelle 2018 des diplômés 2016 de l'UCP

L'emploi à temps plein regroupe les déclarations d'emploi d'une quotité de travail hebdomadaire de 100 %.

Lecture : 30 mois après l'obtention de leur master en 2016, **96 % des diplômés en emploi de la composante Droit occupent un emploi à temps plein.**

9 emplois sur 10 de catégorie cadre



Source : OVE - Enquête insertion professionnelle 2018 des diplômés de master 2016 de l'UCP

La part d'emploi de catégorie cadre dépasse la moyenne une grande partie des mentions.

L'emploi de catégorie cadre ou de profession intermédiaire repose sur la déclaration du diplômé en emploi vis-à-vis de son niveau ou statut d'emploi (nomenclature PSC, INSEE).

Lecture : 90 % des diplômés en emploi occupent un emploi de niveau cadre, 30 mois après l'obtention de leur master dans la composante Droit en 2015.

Le salaire net médian à temps plein est de 2 490 euros par mois

Diplôme	Salaire net médian mensuel à temps plein (en €)	Salaire brut médian annuel à temps plein (en €)
Ensemble master UCP	2 350	36 700
Master Droit	2 490	38 900
Droit juriste conseil d'entreprise	2 650	41 300
Droit pénal financier	2 970	46 300
Droit et éthique des affaires option Finance et Investissements responsables	2 880	44 900
Droit des sociétés	2 530	39 500
Droit du financement et des investissements immobiliers	2 710	42 300
Droit et éthique des affaires option Ressources humaines et emploi responsable	2 680	41 700
Droit fiscal et douanier	2 600	40 600
Droit des relations économiques internationales et européennes	1 700	26 500
Droit privé général	2 020	31 400
Droit français et européen enseigné en anglais option Droit des affaires et fiscalité	2 010	31 300
Droit des contentieux publics	1 630	25 400
Droit et management de la santé	2 100	32 800
Droit social	2 450	38 200
Intégré franco-allemand en droit de l'entreprise	2 060	32 100

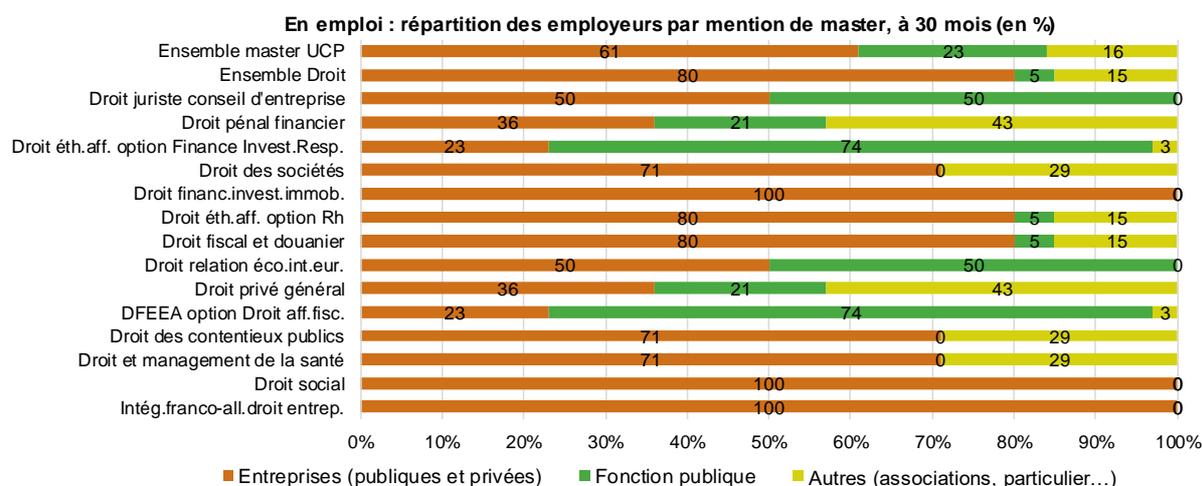
Source : OVE - Enquête insertion professionnelle 2018 des diplômés 2016 de l'UCP

Le salaire net mensuel médian sépare la population considérée en deux parts égales. Ce montant est donné en « net » car cet élément est davantage connu de la plupart des diplômés en emploi.

Les écarts salariaux entre mention sont importants. L'écart extrême atteint 1 650 euros entre les diplômés de « Droit privé des affaires » (1 350 euros) et « droit pénal financier » (2 970 euros).

Lecture : **la moitié des diplômés de master ont un salaire net mensuel supérieur à 2 490 €** et l'autre moitié ont un salaire net mensuel

La majorité des emplois sont exercés au sein d'une entreprise



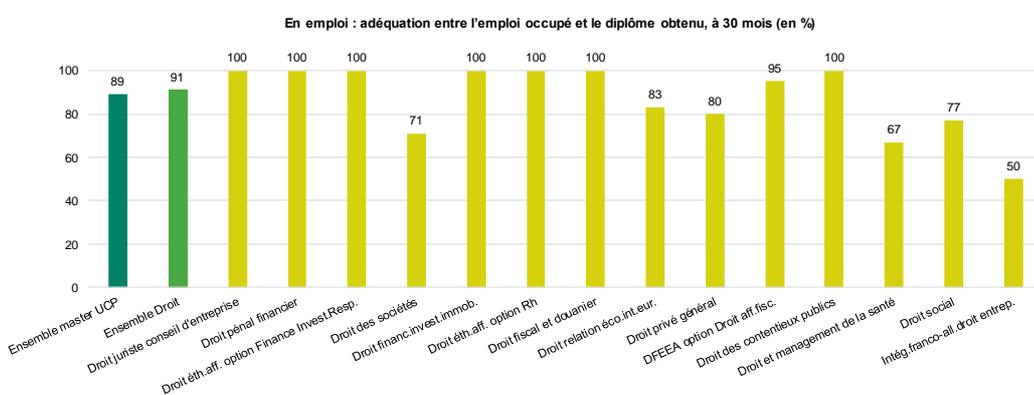
Source : OVE - Enquête insertion professionnelle 2018 des diplômés 2016 de l'UCP

En Droit, 80 % des diplômés en emploi travaillent au sein d'une entreprise privée ou publique. Cette part atteint les 100 % pour les diplômés en « Droit social » et Intégré franco-allemand en droit de l'entreprise »

Les difficultés d'insertion rencontrées proviennent pour partie du fonctionnement et des segmentations du marché du travail. Les conditions d'emploi sont corrélées au type d'employeur, au secteur d'activité et au bassin d'emploi.

Lecture : 30 mois après l'obtention de leur master en 2016, **80 % des diplômés en emploi travaillent au sein d'une entreprise.**

Sentiment d'adéquation entre l'emploi occupé et le diplôme

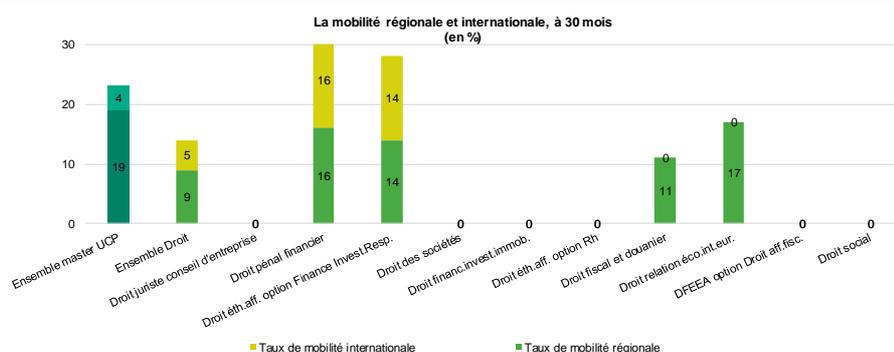


L'**adéquation emploi / diplôme** est définie par le diplômé ou la diplômée via une échelle d'attitude.

Lecture : 30 mois après l'obtention de leur master de Droit en 2016, **91 % des diplômés en emploi déclarent que l'emploi occupé est en adéquation avec leur projet professionnel.**

Source : OVE - Enquête insertion professionnelle 2017 des diplômés de master 2015 de l'UCP

La mobilité géographique



La **mobilité** est un phénomène renforcé mais qui reste minoritaire pour les universités franciliennes du fait de la présence du bassin d'emploi parisien.

Le taux de mobilité interrégionale et internationale est nul pour la moitié des mentions.

La **mobilité internationale** ne concerne qu'une minorité de diplômés.

Source : OVE - Enquête insertion professionnelle 2017 des diplômés 2015 de l'UCP

Présentation de l'enquête UCP et méthodologie

Chaque année, l'**Observatoire de la Vie Étudiante (OVE)** réalise des enquêtes sur l'insertion professionnelle auprès des diplômés de l'université à 6, 18 et 30 mois après l'obtention du diplôme. L'enquête à 30 mois s'inscrit dans un dispositif d'enquêtes, coordonné par le ministère de l'Enseignement supérieur et la Recherche et de l'Innovation administré par l'OVE.

Les résultats présentés ci-dessous concernent l'ensemble des diplômés de l'UCP, quels que soient leur profil socio-démographique ou leur parcours universitaire. L'exhaustivité du champ d'enquête induit certes une hétérogénéité des résultats mais permet de produire une **information complète**. Pour la composante Droit, l'ensemble des mentions/parcours ont été enquêtés. Par convention statistique, l'OVE publie uniquement des résultats pour les mentions/parcours qui atteignent un taux de réponse minimum de 50 % et pour un effectif de répondants supérieur à 3.

Diplôme	Effectif de diplômés	Taux de réponse à l'enquête	Part de femmes / Répondants
Master Droit	254	81	70
Droit juriste conseil d'entreprise	26	81	76
Droit pénal financier	32	88	50
Droit et éthique des affaires option Finance et Investissements responsables	22	77	59
Droit des sociétés	15	93	86
Droit du financement et des investissements immobiliers	13	77	90
Droit et éthique des affaires option Ressources humaines et emploi responsable	11	73	88
Droit fiscal et douanier	17	76	85
Droit des relations économiques internationales et européennes	18	78	64
Droit français et européen option Droit et éthique des affaires (Non diffusable)	2	50	100
Droit privé général	14	93	92
Droit privé des affaires (Non diffusable)	2	50	100
Droit français et européen enseigné en anglais (Non diffusable)	5	40	0
Droit français et européen enseigné en anglais option Droit des affaires et fiscalité	27	93	64
Droit des contentieux publics	12	75	67
Droit et management de la santé	12	58	86
Droit social	22	91	55
Intégré franco-allemand en droit de l'entreprise	4	75	100

Champ UCP : ensemble des diplômés de master, dans le cadre de l'enquête 2019 sur l'insertion professionnelle de la promotion 2016